

20 mai 2007



La critique du responsable québécois de Socialisme International **L'électorisme mine les anticapitalistes**

Le responsable de la branche québécoise de l'organisation pan-canadienne Socialisme International argumente contre certains points de la première partie de mon essai sur le bilan des élections québécoises (voir http://www.marcbonhomme.com/files/page9_blog_entry31_1.pdf). Il semble que cette critique était destinée à un cercle rapproché mais qu'elle me soit parvenue par inadvertance. Pourquoi ces cachotteries, pourquoi ne pas vouloir envoyer sa critique à l'auteur pour amorcer un débat ? Plus généralement parlant, pourquoi cette peur du débat ouvert dans la gauche politique québécoise ? C'est à ce point que la présidence de l'assemblée publique conjointe de Gauche socialiste/Masse critique/Presse-toi à gauche du 12 mai a refusé que l'on mette sur la table de littérature mon essai sur le bilan des élections proposé par un sympathisant de GS.

Toute la démarche critique de l'auteur repose sur son ralliement à l'électorisme au point de renier, par exemple, son rôle important lors du vote positif du Conseil national — appelé Conseil de l'Union — de l'UFP pour une campagne sur la nécessité d'une grève générale après que les bases syndicales eurent voté en faveur d'une grève de 24 heures. (Car oui, les individus peuvent jouer un rôle dans la petite comme dans la grande histoire, pas seulement en Russie ou en Amérique latine.) Pour se dédouaner, l'auteur n'hésite pas à caricaturer la teneur du vote et à grossièrement déformer les faits sur ce qui s'est passé en Outaouais. La campagne, que la direction de l'UFP a anti-démocratiquement boycotté, n'était pas un mot d'ordre de grève générale, ce qui aurait été complètement ridicule de la part d'une petite organisation politique non enracinée dans les milieux syndicaux. Elle était une campagne d'éducation sans aucune illusion sur notre capacité à modifier le rapport de forces mais avec beaucoup d'espoir de démarquer l'UFP de la stratégie suicidaire concertationniste des chefs syndicaux et, par là, de créer les conditions pour gagner une partie de l'éparse et craintive gauche syndicale qui est autre chose que la bureaucratie de gauche du Conseil central montréalais de la CSN.

La pertinence de cette campagne a justement révélé son potentiel en Outaouais. L'assemblée publique sur le thème de la nécessité de préparer la grève générale fut la plus importante et la plus productive en termes d'adhésion que l'UFP-Outaouais ait jamais tenue. Y ont participé 55 personnes dont cinq ont adhéré à l'UFP. Évidemment, le refus de la direction nationale de faire la campagne a fait de cette assemblée un succès sans lendemain. Et on comprend fort bien que des responsables syndicaux

n'aient pas voulu se compromettre avec cette assemblée. Depuis quand un parti de gauche devrait-il subordonner sa politique à l'opinion des chefs syndicaux ? Par contre, ce que l'auteur, et coordonnateur du Conseil régional de l'Outaouais, passe sous silence c'est l'important recul du travail de l'UFP-Outaouais en milieu universitaire, une priorité régionale, suite à la ré-admission dans l'UFP-Outaouais par la direction nationale, et à l'insu de la direction régionale, de l'agresseur de l'actuel vice-président de l'association étudiante de l'UQO, alors porte-parole homme de l'UFP-Outaouais. Tant et si bien que la tentative de former un QS-Campus en Outaouais a avorté.

La deuxième caractéristique de l'électoratisme de l'auteur est son mépris, justement, de l'électorat. Ceux et celles qui auraient voté pour l'ADQ l'auraient fait par défaut alors que le rejet des Libéraux aurait tout aussi bien pu les conduire à voter pour le PQ, QS ou les Verts. Si le jeu de balancier de l'alternance n'a pas fonctionné c'est justement que l'électorat a prêté attention au programme du PQ tout en se souvenant de ses coupures massives : pas question de faire confiance à ces néolibéraux pour faire l'indépendance du Québec. C'est là faire preuve d'une grande sagesse. Et si QS et les Verts ont finalement récolté passablement moins que leur score attendu ce n'est pas seulement une affaire de vote utile — la campagne présidentielle réussie de la LCR française prouve le contraire — ou de manque de couverture médiatique qui n'a pas été si mauvaise. C'est que ces partis n'ont proposé aucune alternative au fédéraliste néolibéralisme guerrier, se contentant de proposer des aménagements relevant soit du social-libéralisme provincialiste soit du capitalisme vert fédéraliste alors que l'ADQ proposait une alternative autonomiste tant du point de vue national que social.

L'électorat populaire, qui n'est pas le Plateau Mt-Royal, a choisi la seule alternative cohérente qui lui était proposée, si illusoire et droitiste était-elle, ce qu'il savait même si son cœur est à gauche, ce que l'ADQ sait d'où ses manœuvres populistes « de gauche » qu'il ne faut pas exagérer. L'ADQ propose un moratoire sur la privatisation partielle du Mont Orford, sans conséquence puisque il n'y a personne intéressé à l'appel d'offre des Libéraux, mais qui garde en place la loi permettant la privatisation. Quant aux baisses d'impôt, l'ADQ n'a pas dit non à toute baisse d'impôt. L'auteur n'a-t-il pas réalisé que le Québec vient d'entrer dans un tournant politique, à mon avis le quatrième depuis la Confédération, que le peuple québécois pense de plus en plus non en termes d'alternance mais d'alternative ? Ou cette alternative viendra des urnes, et elle sera de droite, ou elle sera de la rue, confirmée ou renforcée par les urnes, et elle sera de gauche.

La réponse stratégique de la direction de QS est de proposer une assemblée constituante sans contenu ni social ni national. Il faut lire attentivement le 23^è engagement sur 25 de la plate-forme électorale de QS, ce qui en dit long en partant sur l'importance que la direction nationale accorde à la question nationale :

« Dès son premier mandat, Québec solidaire visera à réaliser la souveraineté, en organisant l'élection au suffrage universel d'une assemblée constituante [...] »

« Cette constituante aura deux mandats : d'abord, organiser un processus de démocratie participative pour consulter la population du Québec sur son avenir politique et constitutionnel de même que sur les valeurs et les institutions politiques qui y sont associées; [...] proposer aux Québécois et Québécoises les changements désirés aux institutions politiques et les valeurs qui »

fondent le « vivre ensemble » québécois (ce qui doit apparaître dans une constitution) de même que l'avenir constitutionnel du Québec. » [...]

Ce seul endroit de la plate-forme où il est question de souveraineté, et non pas d'indépendance, donne comme contenu à la souveraineté la seule organisation d'une assemblée constituante suivi d'un référendum dont les buts sont sans aucun contenu déterminé. Il s'agit bien de souveraineté populaire et non de souveraineté nationale qui n'est qu'une issue possible. La démocratie participative dont s'habille la direction de QS ne lui sert qu'à esquiver ses responsabilités de proposer l'option stratégique d'une indépendance antilibérale sinon anticapitaliste et de laisser l'électorat choisir entre les partis fédéraliste, autonomiste et indépendantiste... s'il y en avait un. « *Il faut être de mauvaise foi* » de prétendre que « *[l]e mot souveraineté dans la proposition adoptée par le Congrès signifie l'indépendance nationale...* ». C'est peut-être ce que certains congressistes pensaient mais certainement pas la direction qui avait même complètement oublié au départ le mot « souveraineté ».

Il ne faut pas se surprendre de la mise sous le boisseau de la revendication de l'indépendance. Car poser la question du pays c'est automatiquement poser les questions cruciales de l'heure sur la guerre, l'après-Kyoto (l'avant-Kyoto pour le Canada) et, *last but not least*, le libre-échange c'est-à-dire le retrait de l'ALÉNA et le cycle de Doha. Durant la campagne électorale, la direction de QS, malgré les recommandations il est vrai incomplètes de la Commission altermondialiste, a complètement ignoré ces trois enjeux. Avant la campagne, il avait fallu une crise au sein de la direction pour amener celle-ci à emboîter le pas à la prise de position du NPD au sujet du retrait des troupes de l'Afghanistan. Et encore là, la direction s'en remet toujours au Conseil de sécurité de l'ONU alors qu'il est bien connu que ce Conseil est l'état-major politique des opérations guerrières de l'impérialisme. Pense-t-on vraiment opérer un virage dans la redistribution des revenus et en termes de développement soutenable — mais il est vrai que les 25 engagements provincialistes de la plate-forme n'atteignent même pas cette hauteur — sans rupture avec le néolibéralisme guerrier dont le cadre canadien est le régime fédéral ?

Le refus d'envisager la contradiction direction nationale versus la base des membres est peut-être la faille majeure du critique aveuglé par l'électorisme. Il ne distingue pas le social-libéralisme consolidé de la direction nationale — peut-être y a-t-il des exceptions mais elles ne se sont pas révélées sauf l'ancien président de l'UFP à propos du retrait des troupes de l'Afghanistan qui en a démissionné sans cependant assumer son opposition auprès des membres — du potentiel antilibéral et même anticapitaliste de la base comme le dénote l'intervention des militantes et militants du comté de Duplessis à propos des fermetures de Kruger. Ce potentiel antilibéral s'est aussi manifesté lors du congrès plate-forme qui a forcé la direction à ne pas « oublier » la souveraineté, à parler de nationalisation de l'éolien même si la direction a aussitôt noyé le poisson en affirmant qu'il n'y aurait pas de nationalisation des actifs existants... c'est-à-dire qu'il n'y aurait pas de nationalisation du tout, à aligner une véritable réforme fiscale que la direction nationale a réduit en un minable six milliards dans quatre ans alors que les dépenses publiques, en proportion du PIB, sont de 20 milliards \$ inférieurs à ce qu'elles étaient au début des années 90.

La lutte contre cette direction qui est en train de gâcher le potentiel antilibéral de QS ne peut pas être « *amicale* ». Elle exige des courants anticapitalistes autre chose que la propagande révolutionnaire, d'opaques manœuvres tactiques et du dialogue récupérateur au sommet. Elle exige de se positionner comme une alternative programmatique et organisationnelle anticapitaliste et indépendantiste face à la bureaucratique direction nationale qui a tenu les instances de base à l'écart de l'élaboration de la plate-forme jusqu'à trois semaines avant le congrès, se contentant de volontaires dont elle a ignoré les propositions antilibérales, allant, comme l'ont signalé les participants de la région de Sherbrooke et du comté de Johnson, à l'encontre des statuts qui font relever la Commission politique directement du Conseil national.

Oui, il faut militer et construire Québec solidaire comme seule alternative à la gauche des quatre partis néolibéraux, comme parti mûr pour une orientation anticapitaliste et indépendantiste de la rue si cependant se lève, tout drapeau déployé, une direction alternative qui aura le vent dans les voiles aussitôt que se relèvera de ses cendres la riposte sociale. Sera-ce la grève annoncée des employés de l'entretien de la STM qui semblent très déterminés. La direction de QS, au-delà de l'appui qu'on espère allant de soi, saura-t-elle suggérer des formes de construction de la solidarité n'en déplaise ou non aux directions syndicales ? Sera-ce une grève étudiante cet automne, un débat sur la constitution du Québec ? On ne sait trop mais ça viendra. Alors l'heure des anticapitalistes aura sonné s'ils sont au rendez-vous, bien visibles et bien démarqués.

Ceci dit, unE ou deux députéEs à l'assemblée générale ne pourrait qu'aider. Ou bien ces députéEs vont être amenés à s'opposer aux politiques néolibérales, à répercuter les luttes populaires face à un parlement néolibéral de mur à mur quoique en pense le dirigeant de Gauche Socialiste (« *Réponse à l'article "Pauline Marois, la bonne personne au bon endroit"* », <http://www.marcbonhomme.com/files/category-7.html>), ou bien ils vont se dégonfler immergés qu'ils seront dans les institutions du pouvoir. Toutefois, il serait bien téméraire de miser sur ce gain tactique que pourrait déjouer le chant du cygne du PQ, comme il y a eu des chants du cygne Conservateur lors du premier tournant (1892-1897), Libéral comme filiale du parti fédéral lors du deuxième tournant (1940-1944) et Unioniste lors du troisième tournant (1966-1970). Reste que la contradiction fondamentale du PQ, rupture souverainiste versus renforcement du statu-quo néolibéral, devient à ce point intenable qu'on voit mal n'importe quel soi-disant chef charismatique être capable de sauver la mise.

Marc Bonhomme, 20 mai 2007